

## **Gaza : les étudiant·es refusent l'indifférence**

Voilà bientôt deux semaines qu'en écho au mouvement étudiant qui se développe aux États-unis, les étudiant·es en France ont décidé eux-aussi de se mobiliser pour dénoncer l'agression monstrueuse en cours depuis 7 mois contre la population de la bande de Gaza.

Si le focus médiatique a été mis sur Sciences-Po Paris pour des raisons politiciennes rapidement démasquées, la mobilisation s'est vite développée dans d'autres lieux à Paris, en région parisienne et partout en France. Ce lundi 6 mai, ce sont les lycéen·nes qui sont appelé·es à rejoindre le mouvement.

L'Association France Palestine Solidarité, tout comme elle l'avait fait les mois précédents, a apporté immédiatement son soutien à cette mobilisation qui remet le génocide en cours à Gaza sur le devant de la scène médiatique. Elle a condamné la répression qui leur a été immédiatement opposée et ses militant·es se rendent partout où ils et elles peuvent être présent·es. L'AFPS se félicite qu'une partie des étudiant·es refuse l'indifférence.

Depuis 7 mois, partout en France, toutes les semaines, des initiatives de tous ordres sont prises par un mouvement de solidarité très large sans que ça cela n'intéresse les grands médias plus prompts à relayer le narratif israélien. Depuis 7 mois les interdictions tombent pour tenter de faire taire les voix qui dénoncent les crimes d'Israël et demandent un cessez-le-feu immédiat et permanent, l'arrêt du génocide en cours.

Non seulement le pouvoir n'entend pas ces voix, mais il veut les faire taire. La période que nous vivons est inédite à plusieurs titres. Ce sont des centaines de militant·es qui ont été interpellé·es, diffamé·es, convoqué·es pour apologie du terrorisme. Le seul fait de contextualiser de manière factuelle les attaques du 7 octobre peut mener devant la brigade anti-terroriste en France !

Inédite aussi la violence d'une très grande partie de la classe politique et médiatique contre celles et ceux qui se mobilisent et particulièrement à science-Po : cette prestigieuse école aurait été « mise à sac, à feu et à sang » selon la secrétaire d'État aux universités ; ces ministres qui prétendent refuser l'usage du mot génocide parce que les mots ont un sens font bien peu de cas du sens des mots quand ils veulent diffamer les voix de la solidarité.

Ces étudiant·es seraient antisémites. Si l'on écoute Eric Ciotti ou Élisabeth Badinter, ils sont « une minorité de radicalisés appelant à la haine ». Des accusations proférées sans l'ombre d'une preuve et jamais contredites par celles ou ceux qui les diffusent.

Sur France Info, dimanche 5 mai, Clément Viktorovitch signale un traitement de défaveur voire de désinformation dont font l'objet les voix pro-palestinienne. Comment ne pas lui donner raison ?

Alors que Bezalel Smotrich, le ministre des finances israélien qui appelle à la destruction totale de la bande de Gaza et de ses habitants a été accueilli à Paris, en mars 2023 et qu'un autre ministre qui appelle les Juifs de France à s'installer dans les colonies israéliennes en Cisjordanie a été reçu par le ministre de l'Intérieur, un médecin palestino-britannique, Ghassan Abu-Sitta, ayant travaillé à l'hôpital Al-Shiffa à Gaza est lui empêché par la police française de participer à un colloque au Sénat et refoulé.

Toutes les valeurs sont inversées : ceux qui violent le droit international sont reçus officiellement, tandis que ceux qui veulent témoigner de leurs actions pour soulager les victimes sont refoulés ; ceux qui dénoncent les violations du droit sont traités comme des criminels, tandis que ceux qui nient les crimes ou tentent de les minimiser ont micro ouverts à longueur de journée.

Alors, oui, nous le disons avec d'autres, les étudiant·es mobilisé·es partout dans le monde sont un honneur pour une humanité tellement malmenée depuis des mois par les violations de toutes les règles de droit. Ils prolongent avec dignité les mobilisations étudiantes historiques menées en leur temps contre la guerre d'Algérie, du Vietnam ou contre l'apartheid sud-africain. Nous ne les laisserons pas se faire insulter et dénigrer, nous ne les laisserons pas seul·es face à la répressions d'un pouvoir qui a choisi le camp des criminels de guerre. Ils et elles sont une part essentielle du mouvement de solidarité. Pour les Palestinien·nes, leur mouvement représente un espoir de voir enfin le monde stopper Netanyahu dans son entreprise génocidaire.

Le Bureau national de l'AFPS

Le 06 mai 2024